



Déclaration Unsa Éducation 64

CDEN du 4 septembre 2020

Une « Éducation nationale qui chante » ... et une Éducation nationale qui pleure.

Ce CDEN de rentrée se déroule dans un contexte particulier de crise sanitaire mondiale. Pour l'Unsa Éducation, le retour à l'école de tous les élèves au 1^{er} septembre est une priorité, mais dans de bonnes conditions d'accueil et avec des conditions de travail favorables pour tous les personnels. L'école comme la société ne semble pas pouvoir échapper à un rebond épidémique. Cette situation génère beaucoup d'inquiétudes pour les familles et pour les personnels.

Malheureusement, au-delà du risque sanitaire qui nous occupe tous, cette rentrée présente également un risque pédagogique.

Grâce à la mobilisation de tous ses personnels, l'Éducation nationale a réussi à surmonter l'épreuve du confinement et à assurer le service public de la continuité pédagogique. Malheureusement depuis le déconfinement, le Ministère ne semble pas avoir mis à profit les deux mois passés pour tirer les leçons de cette période. La rentrée 2020 ne se présente pas sous les meilleurs auspices. De trop nombreux enfants vont reprendre après une très longue période sans scolarisation, beaucoup auront besoin d'une aide spécifique.

L'Unsa Éducation tient ici à rappeler le contexte de la carte scolaire du mois de avril. La commande politique de maintenir les structures dans les communes rurales sans abonder en moyens supplémentaires a eu pour conséquence de supprimer principalement des postes des réseaux d'aides aux élèves en difficultés. Malheureusement, ce sont les familles les plus précaires et les élèves les plus fragiles qui ont été les premières touchées de cette période du confinement.

Pourtant l'accompagnement des RASED auprès des équipes et des élèves sera capital à cette rentrée. Nous vous demandons par conséquent de donner les moyens à toutes les équipes de mener à bien leurs missions.

De plus, pour notre département, cette rentrée doit se faire avec un déficit d'enseignants Professeurs des écoles (-24?). Cette mauvaise gestion des ressources humaines impacte fortement les écoles : postes de direction non pourvus la semaine avant la rentrée, collègues ne connaissant pas leurs compléments de temps partiels, remplaçants déjà nommés sur des postes à l'année... **Alors que d'autres solutions existent, l'Unsa**

Éducation dénonce et s'oppose à la solution d'urgence du recrutement de 7 contractuels. Cette situation est inédite et inacceptable. L'attractivité de notre territoire, l'utilisation des listes complémentaires et l'ouverture d'inéat d'autres départements sont autant de solutions qui doivent être envisagées.

Pour le second degré, dès le 11 février, l'Unsa Éducation avait alerté sur les effectifs lourds en collèges. Nos premières remontées confirment hélas nos craintes. Dans certains collèges, les seuils sont dépassés. Nous demandons, à minima, à ce que les collèges avec dispositif ULIS qui dépassent les seuils préconisés par le Rectorat bénéficient d'une division supplémentaire.

En ce qui concerne les lycées, nous demandons à ce que les élèves de 2nde tout particulièrement fassent l'objet d'une attention très particulière. En effet, ces élèves ont été peu nombreux à faire preuve d'assiduité pendant le confinement et au retour en présentiel. Des écarts se sont creusés et il faut donc donner les moyens aux équipes éducatives pour pouvoir prendre en considération les difficultés qui apparaîtront.

Les quelques moyens annoncés pour faire face aux conséquences scolaires du confinement et à l'accompagnement des élèves en situation de handicap n'impressionneront que ceux qui voudront bien l'être. Ces propositions de remédiation du ministère sont particulièrement critiquables car elles renvoient la prise en charge pédagogique à des dispositifs hors la classe. De plus, les évaluations nationales proposées par le Ministère ne répondent pas aux attentes et aux besoins des enseignants. Les enseignants ont surtout besoin de temps pour reprendre les apprentissages plutôt que de perdre du temps à des évaluations peu exploitées car peu exploitables.

Le risque psychologique pèse également sur la santé des personnels de l'Éducation nationale. Les décalages entre les annonces ministérielles et la réalité de leur école ou de leur établissement les ont trop souvent mis en porte-à-faux. L'exemple des chefs d'établissements, des directrices et des directeurs d'école est flagrant. Ils ont été en première ligne pour assurer cette gestion confuse de la crise sanitaire. Ils ont dû faire face à des injonctions contradictoires et ils se sont souvent retrouvés dans des situations inconfortables. **Personne ne veut revivre la gestion dans l'urgence** et la tension subie du 13 mars jusqu'aux congés d'été. Cela vaut pour cette rentrée. Cela vaut aussi pour toute l'année scolaire qui se fera dans ce contexte épidémique. L'École et ses personnels ont besoin d'une année apaisée à défaut d'être paisible.

Au gré d'une communication ministérielle omniprésente et superfétatoire, l'Éducation nationale se coupe en deux. Une « Éducation nationale qui chante » ... et une Éducation nationale qui pleure.